



Etude sur la portée et les performances financières des institutions de microfinance en Afrique

Anne-Lucie Lafourcade, Jennifer Isern, Patricia Mwangi et Matthew Brown*

avril 2005

Table des matières

Note de synthèse.....	1
Méthodologie.....	2
Portée.....	4
Structure financière.....	9
Performance financière.....	10
Efficienc e et productivité.....	12
Qualité du portefeuille.....	14
Conclusion	15
Annexe A: Liste et définition des indicateurs	16
Annexe B: Liste des IMF africaines participantes.....	17
Annexe C: Indicateurs et résultats supplémentaires.....	20

Note de synthèse

Les institutions de microfinance (IMF) d'Afrique subsaharienne¹ regroupent un éventail géographiquement dispersé d'institutions diverses qui offrent des services financiers à des clients à faible revenu: organisations non gouvernementales (ONG), institutions financières non bancaires, coopératives, banques rurales, caisses d'épargne postales, ainsi qu'un nombre croissant de banques commerciales.

Les IMF africaines sont globalement dynamiques et en pleine croissance. Sur les 163 IMF ayant fourni des informations pour la présente étude, 57 % d'entre elles ont été créées dans les huit dernières années.² De plus, les IMF africaines semblent répondre aux vastes besoins financiers de leurs clients. À la différence de la tendance observée dans les autres régions, plus de 70 % des IMF africaines offrent de l'épargne comme service financier de base et l'utilisent comme source importante de fonds pour les prêts.

Les IMF africaines font état de niveaux plus faibles de rentabilité (mesurée par le rendement de l'actif) que les IMF d'autres régions du globe. Parmi les IMF africaines ayant fourni des informations pour l'étude, 47 % d'entre elles enregistrent un rendement non ajusté positif; les IMF réglementées démontrent la rentabilité la plus élevée de tous les types, avec une moyenne de 2,6 %.

Le secteur de la microfinance en Afrique s'étend rapidement et les institutions ont vu leurs activités croître dans les dernières années. En effet, les IMF africaines sont parmi les plus productives au monde, de part le nombre d'emprunteurs et d'épargnants par effectif du personnel. Les IMF africaines attestent également de niveaux élevés de qualité du portefeuille, avec une moyenne de 4,0 % de portefeuille à risque de plus de 30 jours

Toutefois, les IMF africaines doivent faire face à de nombreux défis. Même si l'efficience en termes de coût par emprunteur est la plus basse pour les IMF africaines, les charges d'exploitation et les charges financières sont élevées et la rentabilité reste en moyenne plus faible que dans les autres régions du monde. Des innovations technologiques, les améliorations de produits et des efforts continus pour renforcer la capacité des IMF africaines sont nécessaires pour réduire leurs coûts, accroître leur portée et stimuler leur rentabilité globale.

Globalement, les IMF africaines sont des acteurs essentiels du secteur financier et sont maintenant bien positionnées pour croître et atteindre les millions de clients potentiels qui n'ont toujours pas accès aux services financiers formels.

*Anne-Lucie Lafourcade est analyste pour l'Afrique auprès du Microfinance Information eXchange (MIX). Jennifer Isern est spécialiste principale de la microfinance et Patricia Mwangi spécialiste de la microfinance auprès du (CGAP). Matthew Brown était assistant de recherche au CGAP lorsqu'il a participé à la conception de l'étude et à l'analyse des données pour cette étude.

¹ Toutes les institutions du présent rapport sont implantées en Afrique subsaharienne. Pour des raisons de concision, il est fait référence à cette région sous le terme Afrique.

² Tous les indicateurs de la présente étude, y compris l'âge des IMF, ont été pris en considération à fin 2003.

Méthodologie

Etude sur les institutions de microfinance africaines

La *microfinance* se définit par la fourniture de prêts, d'épargne, de transferts d'argent, d'assurance et d'autres services financiers aux populations à faible revenu. Les *institutions de microfinance* (IMF) - qui englobent un éventail de prestataires de services qui varient selon leur structure juridique, leur mission et leur méthodologie - offrent ces services financiers à des clients qui n'ont pas accès aux banques commerciales ni à d'autres prestataires de services financiers formels.

Le secteur de microfinance en Afrique subsaharienne est un secteur dynamique mais dont l'étude s'est avérée difficile du fait de l'absence d'informations fiables parmi les chercheurs. Pour répondre à ce défi, le Consultative Group to Assist the Poor (Groupe consultatif d'assistance aux pauvres, CGAP)³ a confié au Microfinance Information eXchange (MIX) le soin de recenser les performances financières et de portée des IMF africaines. L'objectif final était d'accroître la mise à disposition d'informations sur les IMF africaines en organisant les données et en les publiant sur le MIX Market⁴, la plateforme globale en ligne pour l'échange d'informations sur la microfinance. Ces informations peuvent permettre d'identifier les tendances actuelles des prestataires de services financiers pour les populations à faible revenu de la région. Le présent rapport est fondé sur les données recueillies par le biais de cette initiative MIX-CGAP; la plupart des données auxquelles il est fait référence sont disponibles sur le MIX Market.

Le MIX a recueilli des informations sur les IMF principalement par le biais de réseaux nationaux et de consultants. Pour être incluses dans l'étude, les informations devaient être de « qualité trois diamants » tel que définie par le MIX (c'est-à-dire qu'elles devaient comporter des informations financières et de portée pour 2002 et 2003, avec si possible des états financiers audités). Un tiers des participants a fourni des états financiers audités. Toutes les données ont été fournies par les IMF elles-mêmes puis reclassées selon les normes de comptabilité internationales et vérifiées par recoupement si des états financiers audités étaient disponibles. Chaque IMF avait le choix de publier ses informations sur le MIX Market ou de les garder confidentielles.

Plus de 300 IMF africaines ont été contactées, dont des banques commerciales formelles, des caisses d'épargne postales, des banques rurales, des mutuelles et coopératives, des intermédiaires financiers non bancaires, des organisations non gouvernementales (ONG) et des projets de microfinance. Les IMF ont été choisies sur la base de leur portée et de leur taille sur leur marché national, et non pas nécessairement en fonction de leur rentabilité.

Analyse des informations financières

Catégories

Pour permettre une analyse comparative des régions africaines et des différents types d'IMF, les IMF ont été regroupées par région et par type d'institution :

Région géographique	
Afrique centrale	Cameroun, République démocratique du Congo, République du Congo et Rwanda
Afrique de l'Est	Éthiopie, Kenya, Ouganda et Tanzanie
Océan Indien	Madagascar
Afrique australe	Afrique du Sud, Malawi, Mozambique, Swaziland, Zambie et Zimbabwe
Afrique de l'Ouest	Bénin, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Mali, Nigeria, Sénégal, Sierra Leone et Togo

³ www.cgap.org

⁴ www.mixmarket.org

Type d'IMF	
Réglémentées	Banques, intermédiaires financiers non bancaires, ONG réglémentées
Coopératives	Coopératives financières et caisses populaires
Non réglémentées	ONG, intermédiaires financiers non bancaires, projets IMF et autres

Remarque : Dans de nombreux pays africains, les coopératives sont réglémentées au sein du secteur financier. Toutefois, certains pays disposent de départements réglementaires spécialisés pour les coopératives au sein du ministère du développement rural ou de l'agriculture. Du fait que les coopératives sont prédominantes parmi les IMF dans de nombreuses régions d'Afrique, pour les besoins de la présente étude, les coopératives ont été suivies séparément d'autres types d'IMF.

Indicateurs

Les 22 indicateurs de la présente étude permettent d'évaluer les performances en matière financière et de portée (la liste et la description figurent à l'annexe A) et sont basés sur des données financières non ajustées. Aucun ajustement pour inflation, subventions en nature, coût de financement ou provisionnement pour prêts irrécouvrables n'a été pris en compte. En outre, les moyennes pour chaque indicateur sont souvent pondérées pour refléter de façon plus exacte l'importance des plus grandes institutions dans leur catégorie respective ; les pondérations utilisées sont généralement les unités du dénominateur de l'indicateur mesuré. Parmi les pondérations classiques figurent l'encours brut de prêts (GLP), le total de l'actif, le nombre d'emprunteurs et le nombre d'épargnants. Les titres des graphiques et des tableaux indiquent quand et comment la pondération est utilisée. Par exemple, l'indicateur de rentabilité rendement de l'actif (ROA) est pondéré par le total de l'actif et est donc l'expression de l'importance et de la performance relatives des institutions ayant le plus d'actifs.

Institutions

Au moment de la rédaction de ce document, 286 institutions avaient communiqué des données financières et de portée au MIX Market pour 2003. Sur celles-ci, 127 étaient des institutions africaines ; 36 autres IMF africaines ont fourni des données pour l'étude mais n'ont pas autorisé la communication publique de leurs informations sur le MIX Market. En tout, **les informations financières et de portée de 163 IMF africaines** (dont la liste figure à l'annexe B), représentant 25 pays, ont été analysées pour la présente étude. Quatre-vingt-six institutions ont fourni suffisamment d'informations pour permettre l'examen de certaines tendances de 2001 à 2003. Bien que l'analyse soit limitée au nombre d'institutions qui ont fait part de données approfondies, les conclusions donnent un bon aperçu de la situation de la microfinance en Afrique. Les comparaisons avec des IMF d'autres régions du monde⁵ sont basées sur les informations communiquées par 286 IMF sur le MIX Market.

Les IMF africaines participant à l'étude ont été classées par type et par région (tableau 1). Soixante-six pour cent d'entre elles se trouvent en Afrique de l'Est et en Afrique de l'Ouest, où sont implantées certaines des plus anciennes IMF de l'étude. Bien que la majorité des IMF ayant fourni des données sont réglémentées, les coopératives représentent le type institutionnel dominant dans les régions d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique centrale et de l'Océan Indien. Le plus grand nombre d'IMF non réglémentées de l'échantillon se trouvent en Afrique de l'Est. Toutefois, ce nombre va vraisemblablement diminuer ; par exemple, un grand nombre d'IMF non réglémentées d'Ouganda ont tiré parti d'un nouvel environnement réglementaire qui leur permet de se transformer à partir de 2004 en institutions soumises à une supervision publique pour collecter l'épargne.

Tableau 1 : Nombre d'IMF par type et par région

Type d'IMF	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Océan Indien	Afrique australe	Afrique de l'Ouest	Total
Coopératives	10	4	8	2	32	56
Réglémentées	3	23	1	18	26	71
Non réglémentées	5	15	0	8	8	36
Total	18	42	9	28	66	163

⁵Parmi ces autres régions figurent l'Asie de l'Est et le Pacifique, l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie du Sud, ainsi que le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord.

Questions et approche

Cette étude considère deux questions principales:

- Comment la performance du secteur de microfinance africain se compare-t-elle avec celle d'autres régions?
- Comment varie cette performance parmi les IMF africaines ?

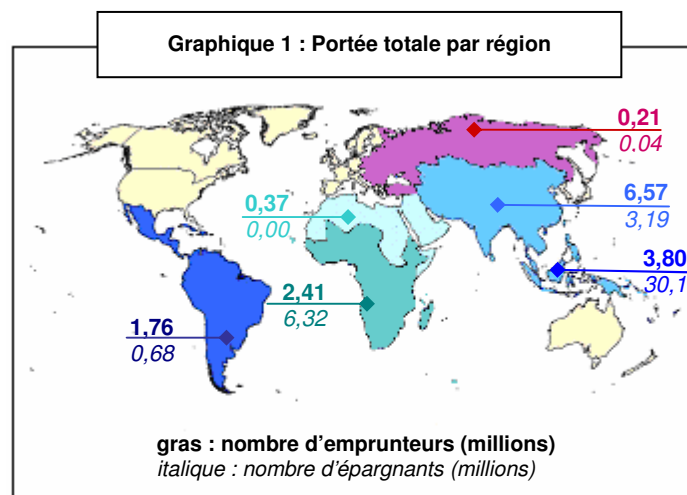
Les IMF africaines sont examinées au travers de paramètres de performance standard de l'industrie selon une série de variables : étendue et degré de portée, structure financière, performance financière, efficacité et productivité, et qualité du portefeuille.

Portée

Les efforts visant à étendre les services de microfinance aux populations non desservies par les institutions financières sont définis en tant que *portée*. La portée peut être mesurée en termes d'*étendue* – nombre de clients servis et volume des services (total de l'épargne en dépôt et encours total du portefeuille) – ou en termes de *degré* – à savoir le niveau socio-économique de la clientèle servie par les IMF.

Etendue de portée

En 2003, les 163 IMF africaines ont offert leurs services à près de trois fois plus d'épargnants volontaires (6,3 millions) que d'emprunteurs (2,4 millions). Les données du graphique 1 illustrent le fait que, de façon générale, les IMF du monde entier atteignent beaucoup plus d'emprunteurs que d'épargnants. Les régions d'Asie de l'Est et du Pacifique mobilisent le plus d'épargnants volontaires en raison de la présence de Bank Rakyat Indonesia, la plus grande IMF du monde (BRI; 29,8 millions d'épargnants). Si l'on exclut cette institution exceptionnelle, **les IMF africaines atteignent le plus grand nombre d'épargnants par rapport aux autres régions du monde.** Plus de 70 % des IMF mobilisent des dépôts volontaires, démontrant ainsi l'« exception africaine » : à la différence des IMF des autres régions du monde, les IMF africaines ont traditionnellement mis l'accent sur les services d'épargne.



La portée en Afrique varie selon les régions (tableau 2). Bien que l'échantillon d'institutions d'Afrique de l'Ouest soit le plus important, la région d'Afrique de l'Est domine les résultats de portée avec 52 % de tous les épargnants et 45 % de tous les emprunteurs en Afrique.⁶ Cette prédominance s'explique par la présence de deux très grandes institutions de crédit en Éthiopie (Amhara Credit and Savings Institution ACSI et Dedebit Credit and Savings Institution DECSI) et de la plus grande institution d'épargne au Kenya (Kenya Post Office Savings Bank KPOSB). Parmi les IMF d'Afrique de l'Ouest figure non seulement un petit nombre de gros acteurs mais aussi de nombreuses petites institutions. Les IMF d'Afrique australe ne représentent que 17 % des IMF de l'étude mais les résultats pour cette région sont fortement influencés par Teba Bank en Afrique du Sud qui gère un encours brut de prêts représentant 24 % du solde des microprêts d'Afrique et 83 % de ceux d'Afrique australe.

⁶La prédominance des IMF d'Afrique de l'Est en termes de nombre d'épargnants et d'emprunteurs est encore plus frappante par le fait que les IMF de seuls quatre pays de la région ont communiqué leurs données au MIX tandis que les IMF de 10 pays d'Afrique de l'Ouest ont participé.

Tableau 2 : Indicateurs de volume et de portée pour les IMF africaines, par région

Indicateur	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Océan Indien	Afrique australe	Afrique de l'Ouest	Total
VOLUME						
Nombre d'IMF	18	42	9	28	66	163
Total de l'actif (USD)	45 607 461	484 563 870	36 795 203	255 998 021	489 621 707	1 312 586 262
Encours brut de prêts (USD)	24 462 485	191 356 028	17 632 778	211 199 064	297 958 426	742 608 781
Total de l'épargne (USD)	25 052 031	281 177 765	15 209 429	127 440 634	264 331 390	713 211 249
PORTÉE						
Nombre d'emprunteurs	60 226	1 090 558	37 664	494 463	730 066	2 412 977
Nombre d'épargnants	116 939	3 314 651	146 819	578 785	2 166 401	6 323 595
Population totale*	85 333 661	162 865 905	17 501 871	97 740 653	226 084 020	589 526 110

* Les chiffres de population totale sont indiqués pour mettre les informations de portée en perspective. *Source: The World Factbook. U.S. Central Intelligence Agency, Washington, DC: 2005 (www.cia.gov/cia/publications/factbook).* Toutes les valeurs sont estimées pour juillet 2004.

Les chiffres de portée varient également selon le type d'IMF (tableau 3). **En Afrique, les IMF non réglementées tendent à être beaucoup plus petites que les institutions réglementées et les coopératives.** En effet, les IMF non réglementées représentent 22 % de toutes les IMF de l'étude mais ne constituent que 11 % des emprunteurs et 4 % des épargnants volontaires. Proportionnellement plus petites que leurs pairs, les IMF non réglementées atteignent un moindre nombre d'épargnants du fait des réglementations existant dans de nombreux pays qui interdisent ou limitent la mobilisation de l'épargne par des institutions non réglementées.

Tableau 3 : Récapitulatif des indicateurs financiers de volume et de portée pour les IMF africaines, par type d'IMF

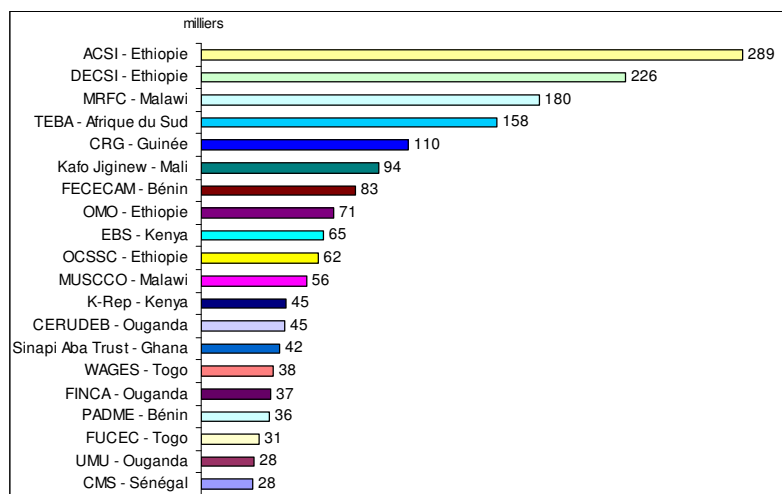
Indicateur	Coopératives	Réglementées	Non réglementées	Total
VOLUME				
Nombre d'institutions	56	71	36	163
Total de l'actif (USD)	430 014 464	809 323 954	73 247 844	1 312 586 262
Encours brut de prêts (USD)	239 059 671	451 895 512	51 653 598	742 608 781
Total de l'épargne (USD)	274 817 937	424 720 616	13 672 696	713 211 249
PORTÉE				
Nombre d'emprunteurs	476 969	1 660 592	275 416	2 412 977
Nombre d'épargnants	2 115 286	3 976 627	231 682	6 323 595

Taille des institutions

Les 20 plus grandes IMF africaines, mesurées par leur nombre d'emprunteurs, représentent plus de 71 % de toute la portée de l'enquête (graphique 2). Il est intéressant de remarquer que l'Éthiopie est le siège des deux plus grandes IMF (ACSI et DECSI), ces institutions n'existant que depuis huit et sept ans respectivement.

Le graphique C-1 à l'annexe C classe les IMF par taille de portefeuille. **Les vingt plus grandes IMF englobent près de 80 % de la totalité du portefeuille de toutes les IMF de l'étude.** Teba Bank en Afrique du Sud gère un portefeuille de prêts de 176 millions d'USD, soit près du quart du total de tous les prêts des IMF africaines.

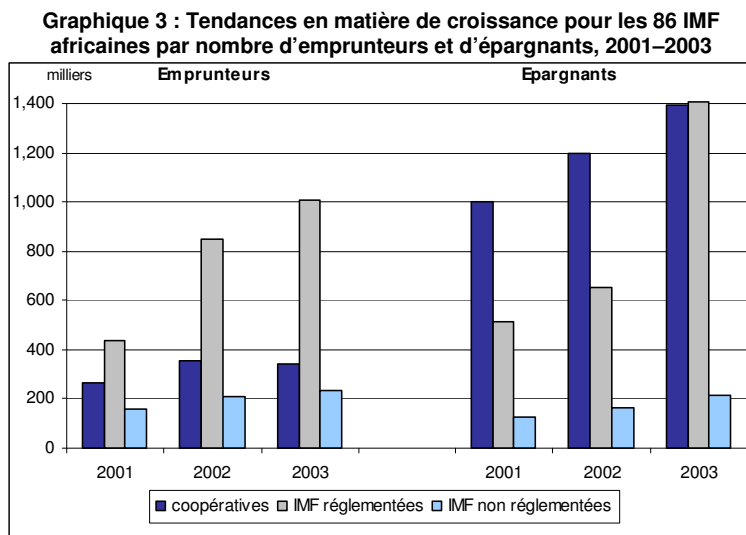
Graphique 2 : Vingt plus grandes IMF par nombre d'emprunteurs



Si on classe les institutions par nombre d'épargnants, KPOSB est de loin la plus grande IMF avec plus de 2 millions d'épargnants, soit près du tiers de tous les épargnants africains déclarés dans la présente enquête. Neuf des plus grandes IMF en termes de nombre d'épargnants sont implantées en Afrique de l'Ouest et sept en Afrique de l'Est (graphique C-2 à l'Annexe C).

Croissance

Comme indiqué auparavant, 86 IMF africaines ont fourni des informations sur trois exercices consécutifs, ce qui a permis de faire une analyse limitée de tendance (graphique 3). Le nombre total d'emprunteurs et d'épargnants au sein de ces IMF a presque doublé entre 2001 et 2003. Toutefois, la croissance varie en fonction du type d'IMF : **les IMF réglementées ont augmenté le plus en termes de nombre d'emprunteurs et d'épargnants.** Sur une base annualisée, le nombre d'emprunteurs et d'épargnants a augmenté respectivement de 51% et 66 % pour les IMF réglementées, alors que par comparaison, la croissance a été respectivement de 22% et 30 % pour les IMF non réglementées et de 13% et 18 % pour les coopératives.



Degré de portée

Par définition, les IMF offrent des services financiers à des clients à faible revenu. Certaines IMF parviennent à une plus grande pénétration en ciblant les groupes de clients les plus vulnérables tels que les femmes et/ou les populations à très faible revenu.

Femmes

En 2003, les femmes représentaient 61 % des emprunteurs des IMF africaines. À titre de comparaison, les femmes représentent en moyenne 86 % des emprunteurs des IMF d'Asie du Sud, 80 % des IMF du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord (MOAN), 76 % des IMF d'Asie de l'Est et du Pacifique, 60 % des IMF d'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) et 58 % des IMF d'Europe de l'Est et d'Asie centrale.

Les IMF non réglementées offrent leurs services au plus fort pourcentage de femmes emprunteurs. Les femmes représentent juste un peu plus de 50 % des emprunteurs des coopératives africaines, 63 % des emprunteurs des IMF réglementées et 69 % des emprunteurs des IMF non réglementées. Cette variation peut s'expliquer par le fait que les IMF non réglementées comprennent les ONG et les projets qui ciblent spécifiquement les femmes.⁷

⁷Pour près de la moitié des IMF non réglementées déclarantes, plus de 70 % des emprunteurs sont des femmes.

Clients ayant un faible solde moyen de prêt et d'épargne

Les soldes moyens d'épargne et de prêts sont des indicateurs supplétifs qui servent à indiquer le niveau socioéconomique d'un client.⁸ Parmi les IMF africaines déclarantes, **la moyenne pondérée du solde moyen de prêt par emprunteur est de 307 USD**. En termes absolus, ces prêts sont légèrement plus élevés que ceux offerts par les IMF des régions MOAN, Asie de l'Est et Pacifique, et Asie du Sud mais nettement plus petits que ceux offerts dans les régions d'Europe de l'Est et ALC (tableau C-1). Toutefois, **les IMF africaines gèrent un solde moyen d'épargne de 137 USD par client, soit un montant beaucoup plus faible que les IMF des autres régions**, exception faite de l'Asie du Sud (19 USD) et de MOAN (où les IMF n'offrent pas de services d'épargne).

Si l'on compare le solde moyen des prêts au produit national brut (PNB) par habitant, les résultats changent légèrement. Comme l'illustre le graphique 4, le solde moyen des prêts par rapport au PNB par habitant pour les IMF africaines est plus élevé que pour les IMF des régions MOAN, Asie du Sud et ALC. Les soldes moyens de prêts sont relativement plus élevés en Afrique car le revenu par habitant est plus faible.⁹

Les IMF d'Afrique de l'Est ont le plus faible solde moyen de prêts de toutes les régions d'Afrique, en termes absolus (tableau 4). L'Afrique australe semble atteindre les clients à plus faible revenu si l'on compare les soldes moyens d'épargne et de prêt au PNB par habitant.

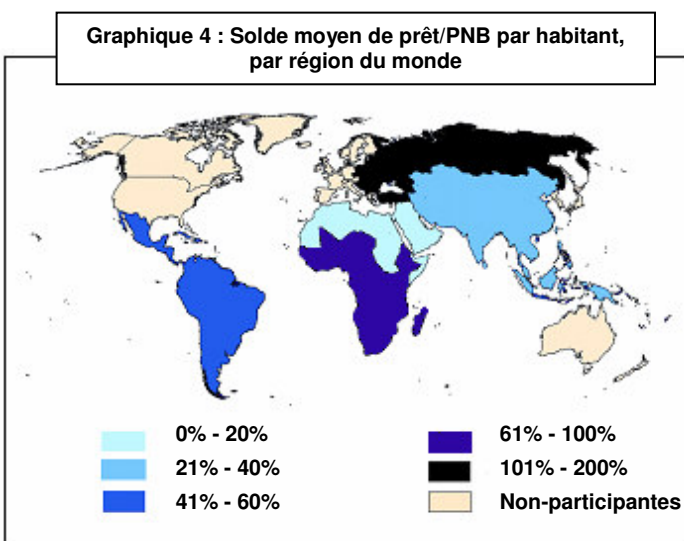


Tableau 4 : Soldes moyens de prêt et d'épargne (pondérés respectivement par emprunteurs et épargnants), par région

Indicateur	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Océan Indien	Afrique australe	Afrique de l'Ouest	Moyenne
Solde moyen de prêt (USD)	400	175	468	427	406	307
Solde moyen de prêt/PNB par habitant	67,8%	105,8 %	161,4 %	38,9 %	96,4 %	89,2 %
Solde moyen d'épargne (USD)	214	123*	104	220	121	112
Solde moyen d'épargne/PNB par habitant	34,2 %	57,6 %*	35,7 %	9,7 %	27,0 %	28,2 %

* Les chiffres des IMF d'Afrique de l'Est (pondérés par épargnants) n'incluent pas les données de KPOSB en raison de sa taille et de l'effet de distorsion.

Les soldes de prêts varient selon le type d'IMF (tableau 5). En termes absolus, **les coopératives ont les soldes moyens de prêts les plus élevés - près du double de ceux gérés par les IMF réglementées**. Les coopératives et les caisses populaires se concentrent traditionnellement sur l'épargne et ont en moyenne un nombre limité d'emprunteurs (souvent des travailleurs salariés) avec des prêts relativement élevés. Globalement, les IMF non réglementées gèrent des soldes moyens plus faibles de prêt et d'épargne que d'autres types d'IMF, tant en termes absolus qu'en termes relatifs. Comme indiqué plus haut, les IMF non réglementées et les projets sont souvent à orientation d'aide sociale et ciblent des clients vulnérables tels que les femmes et les populations à très faible revenu.

⁸Ces indicateurs sont des indicateurs supplétifs imparfaits pour le niveau de portée et de revenu client. Les IMF suivent de plus en plus les indicateurs de performance sociale des clients, comme le niveau de pauvreté et, lorsque l'information est disponible, elle est indiquée sur le MIX Market.

⁹ Le PNB par habitant n'est pas la mesure idéale du revenu car il est faussé par les fortes inégalités en matière de répartition du revenu, tout particulièrement en Afrique. C'est toutefois la seule mesure disponible pour tous les pays compris dans l'étude.

Tableau 5 : Soldes moyens de prêt et d'épargne (pondérés respectivement par emprunteurs et épargnants), par type d'IMF

Indicateur	Coopératives	Réglementées	Non réglementées	Moyenne
Solde moyen de prêt (USD)	498	272	186	307
Solde moyen de prêt/PNB par habitant	120,6 %	86,2 %	52,9 %	89,2 %
Solde moyen d'épargne (USD)	130	154*	59	112
Solde moyen d'épargne/PNB par habitant	28,4 %	42,6 %*	17,7 %	28,2 %

* Les chiffres des IMF réglementées (pondérés par épargnants) n'incluent pas les données de KPOSB en raison de sa taille et de l'effet de distorsion.

Les IMF plus larges et plus rentables continuent-elles d'offrir leurs services aux clients à faible revenu ? Ou est-ce qu'à mesure que les IMF atteignent une rentabilité à long terme, elles se dirigent vers un marché cible supérieur et s'éloignent des populations vulnérables ? Figure au tableau 6 la liste des soldes moyens de prêts des emprunteurs uniquement pour les plus grandes IMF rentables.¹⁰ Ces institutions ont des soldes extrêmement bas (en pourcentage de PNB par habitant, pour compenser les différents niveaux de revenu selon les pays) et demeurent cependant rentables. Parmi les 20 IMF plus grandes et rentables qui atteignent des clients à faible revenu, l'Association pour la Promotion des Initiatives Locales (ASSOPIL, Bénin), Bessfa Rural Bank (Ghana) et Self-Reliance Economic Advancement Programme (SEAP, Nigéria) gèrent les plus petits soldes moyens de prêts par emprunteur.

Tableau 6 : Vingt plus grandes IMF africaines rentables (>3 000 emprunteurs) qui gèrent le plus petit solde moyen de prêt

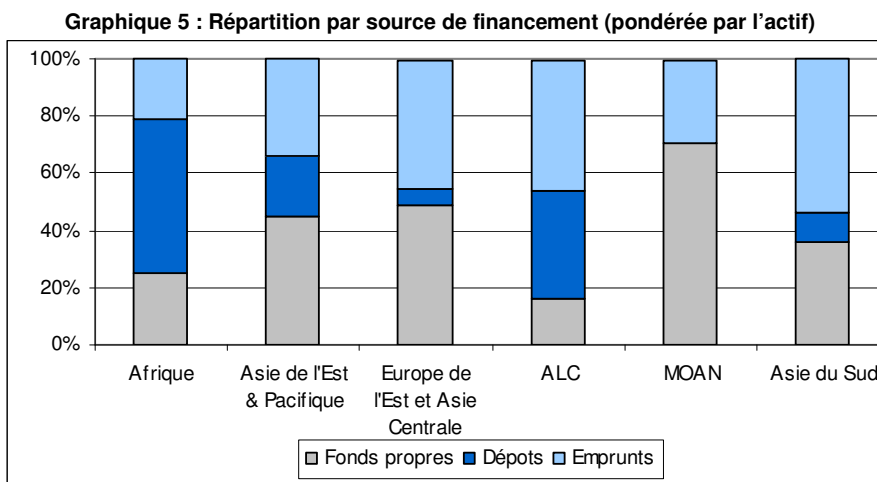
Nom	Pays	Solde moyen de prêt (% du PNB par habitant)	Solde moyen de prêt (USD)
ASSOPIL	Bénin	8,5 %	37
Bessfa RB	Ghana	10,8 %	35
SEAP	Nigeria	13,9 %	44
KSF	Ghana	15,9 %	51
REMECU	Sénégal	19,3 %	106
LAPO	Nigeria	19,5 %	62
WAGES	Togo	20,2 %	63
FINCA—TZA	Tanzanie	23,3 %	67
Sinapi Aba Trust	Ghana	23,4 %	75
Miselini	Mali	31,0 %	90
FINCA—UGA	Ouganda	31,6 %	76
MUSCCO	Malawi	40,7 %	69
TEBA	Afrique du Sud	42,5 %	1 117
Ahantaman RB	Ghana	47,6 %	152
Buusa Gonofa	Éthiopie	47,7 %	43
Lower Pra RB	Ghana	50,0 %	160
UWFT	Ouganda	76,1 %	183
Kafo Jiginew	Mali	76,5 %	222
Eshet	Éthiopie	78,6 %	71
Faulu—UGA	Ouganda	81,1 %	195

¹⁰Ces IMF ont plus de 3 000 emprunteurs et un rendement positif (ROA > 0)

Structure financière

Les IMF financent leurs activités grâce à des fonds de diverses sources, tant de dette (dépôts de clients et emprunts auprès de banques et d'autres institutions financières) que de capitaux propres. Les mesures de *structure financière* décrivent ces diverses sources de fonds et les comparent aux actifs de l'institution.

Tandis que les IMF de par le monde (exception faite de la région ALC) dépendent en grande partie des subventions et des bénéfices pour financer leurs activités, **les IMF africaines ne financent que 25 % de leurs actifs par leurs fonds propres** (graphique 5). Les IMF africaines mobilisent les dépôts comme principale source de passif (72 %), nettement plus que ne le font les IMF des autres régions du monde (graphique C-3 à l'Annexe C). Les emprunts ne représentent qu'une petite partie du financement des IMF africaines faisant partie de l'étude.



La structure financière ne varie pas sensiblement par région au sein de l'Afrique, bien qu'elle varie selon le type d'IMF (tableau 7). **Les IMF non réglementées sont les plus dépendantes des fonds propres pour leur financement.** Les ONG et les IMF non-réglementées peinent souvent à attirer des financements auprès de banques ou d'autres investisseurs potentiels à cause de leur statut juridique souvent indéterminé quant à la structure de propriété; de plus, ces institutions ont souvent un faible levier financier car elles ne sont pas en mesure de mobiliser l'épargne. Les coopératives ont également des difficultés pour attirer des prises de participation au capital compte tenu du fait de leur structure et des restrictions en matière d'adhérents, d'achat d'actions et de droits de vote ; toutefois, certaines coopératives ayant créé une holding bancaire ou une autre structure juridique de société ont su mobiliser des financements sur fonds propres de la part d'investisseurs. Il n'est donc pas surprenant de constater que les dépôts forment un plus gros pourcentage du total du passif (près de 79 %) pour les coopératives que pour les IMF réglementées et non réglementées.

Tableau 7 : Structure financière par type d'IMF

Indicateur	Coopératives	Réglementées	Non réglementées	Moyenne
Ratio actif/fonds propres (pondéré par actif)	24,0 %	25,0 %	53,0 %	26,0 %
Ratio passif/épargne (pondéré par passif)	78,9 %	69,4 %	37,7 %	71,6 %

La recherche menée par le CGAP en 2004 révèle encore d'autres différences en matière de structures de financement entre l'Afrique et les autres régions.¹¹ En 2003, les investisseurs étrangers dans le domaine de la microfinance ont investi 62 millions d'USD en dette, capitaux propres et garanties dans 104 IMF et coopératives africaines.¹² Les IMF africaines représentent 21 % des bénéficiaires d'investissements étrangers (104 des 505 IMF mondiales) mais seulement 6 % du montant total en dollars investi par les institutions financières internationales et les fonds d'investissement privés (62 millions d'USD sur 1,1 milliard d'USD). À titre de comparaison, les IMF et les coopératives des régions ALC, et Europe de l'Est et Asie centrale ont reçu respectivement 7 et 10 fois plus d'investissements étrangers que les IMF africaines.

¹¹ Gautam Ivatury et Julie Abrams (CGAP), *Market Opportunities for Microfinance Investment Funds [Débouchés pour les fonds d'investissement en microfinance]*. KfW Financial Sector Development - Symposium Microfinance Investment Funds, Berlin, novembre 2004

¹² Parmi les investisseurs étrangers figurent des institutions financières internationales (IFI) et des fonds d'investissement privés.

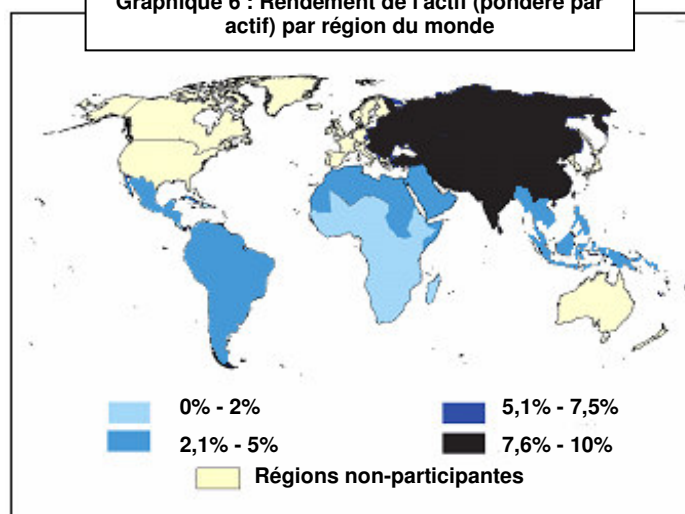
Performance financière

Les IMF obtiennent des produits financiers sur les prêts et autres services financiers sous forme d'intérêts, de pénalités et de commissions. Les produits financiers comprennent également le revenu d'autres actifs financiers, tels que le revenu d'investissement. Les activités financières d'une IMF génèrent également diverses charges, depuis les charges d'exploitation et le coût des emprunts jusqu'au provisionnement pour pertes potentielles sur les prêts en défaut de paiement. Les institutions rentables obtiennent un résultat net positif (c'est-à-dire que le résultat opérationnel dépasse le total des charges). Pour les besoins de cette étude et pour tenir compte de l'échelle institutionnelle des opérations, les indicateurs de charges et de produits financiers ainsi que les rendements sont comparés à l'actif de l'institution.

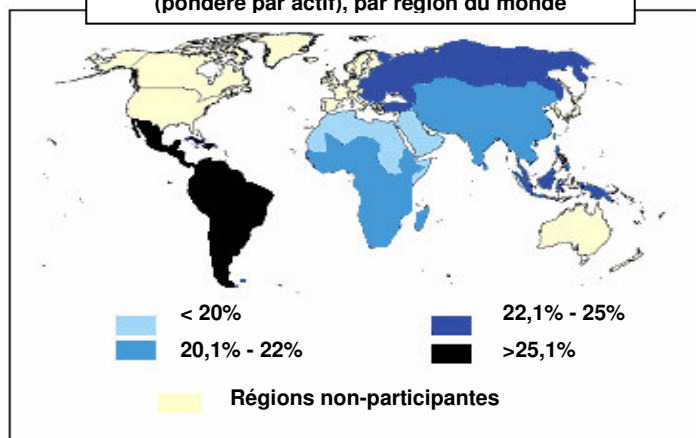
Sur les 163 IMF analysées, 77 (soit 47 %) ont eu un rendement positif en 2003. Si l'on compare ce chiffre aux autres régions du monde, **les IMF africaines ont le plus faible rendement moyen de l'actif**, soit 2 % (graphique 6.)

La faible rentabilité par rapport aux autres régions du monde peut s'expliquer par des produits financiers bien moindres (graphique 7) qui ne couvrent pas les charges d'exploitation élevées dans la région. Partout en Afrique, les piètres infrastructures (communications et routes), la faible densité de population combinée à des marchés essentiellement ruraux et les coûts de main d'oeuvre élevés¹³ contribuent aux charges d'exploitation.

Graphique 6 : Rendement de l'actif (pondéré par actif) par région du monde



Graphique 7 : Produits financiers sur actif total (pondéré par actif), par région du monde



Entre les différentes régions africaines, **les IMF d'Afrique de l'Est sont les plus rentables** et celles d'Afrique de l'Ouest génèrent également des rendements positifs tandis que les IMF des régions d'Afrique centrale, d'Afrique australe et de l'Océan Indien génèrent des rendements négatifs (tableau 8). La faible rentabilité des IMF d'Afrique australe provient de la performance médiocre tant des petites que des grandes IMF. Toutefois, si l'on inclut Teba Bank dans l'analyse et que l'indicateur est pondéré par le total de l'actif, alors le rendement de l'actif et l'auto-suffisance opérationnelle des IMF d'Afrique australe augmente très nettement, passant respectivement à 1,9 et 117 %.

Tableau 8 : Rendement de l'actif (ROA) et auto-suffisance opérationnelle (OSS) (pondéré par actif), par région

Indicateur	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Océan Indien	Afrique australe	Afrique de l'Ouest	Moyenne
ROA	-0,6 %	3,4 %	-3,3 %	-9,7 %*	1,7 %	1,6 %
OSS	107,3 %	131,9 %	96,6 %	90,3 %*	118,0 %	122,0 %

* Les chiffres des IMF d'Afrique du Sud (pondérés par actif) n'incluent pas les données de Teba Bank, en raison de sa taille et de l'effet de distorsion.

¹³Le salaire moyen du personnel d'une IMF africaine est 13,4 fois le PNB par habitant, alors qu'il est de 4,2 pour l'Asie, 6,7 pour l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, 6,3 pour l'ALC et 4,2 pour MOAN (MIX 2003 MFI Benchmarks, mai 2005; disponible sur www.mixmbb.org).

Le détail des charges et des produits du graphique 8 illustre les niveaux moyens de rentabilité au sein de chaque région. Bien que les IMF des régions de l'Océan Indien et d'Afrique australe génèrent des produits financiers plus élevés que les autres régions d'Afrique (respectivement 28 et 24 % de l'actif), elles font également état des charges d'exploitation moyennes les plus élevées. Les IMF d'Afrique australe présentent également des charges financières et de provisionnement pour prêts irrécouvrables plus élevés que les autres régions africaines.

Les produits financiers des IMF sont les plus faibles en Afrique de l'Ouest et en Afrique centrale (respectivement 18 et 16 % de l'actif). Les IMF de certains pays sont confrontées à des limites de taux d'intérêt, comme la loi sur l'usure de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) qui plafonne les taux d'intérêt des IMF et des coopératives à 27 % et ceux des banques à 18 %. En outre, les faibles produits financiers d'Afrique centrale peut s'expliquer par la distribution des actifs : en moyenne, seuls 54 % du total de l'actif sont consacrés à l'encours brut de prêts.

La rentabilité varie également selon le type d'IMF (tableau 9). Les IMF réglementées font état du rendement de l'actif moyen le plus élevé et les coopératives le plus faible.¹⁴

Tableau 9 : Indicateurs de rentabilité (pondérés par actif), par type d'IMF

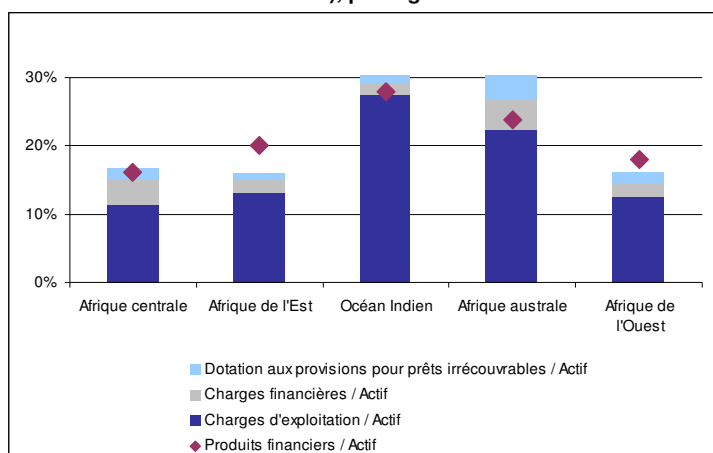
Indicateur	Coopératives	Réglementées	Non réglementées	Moyenne
ROA	0,4 %	2,6 %*	1,9 %	1,6 %
OSS	109 %	131 %*	117 %	122 %

* Les chiffres des IMF réglementées (pondérés par actif) n'incluent pas les données de Teba Bank, en raison de sa taille et de l'effet de distorsion

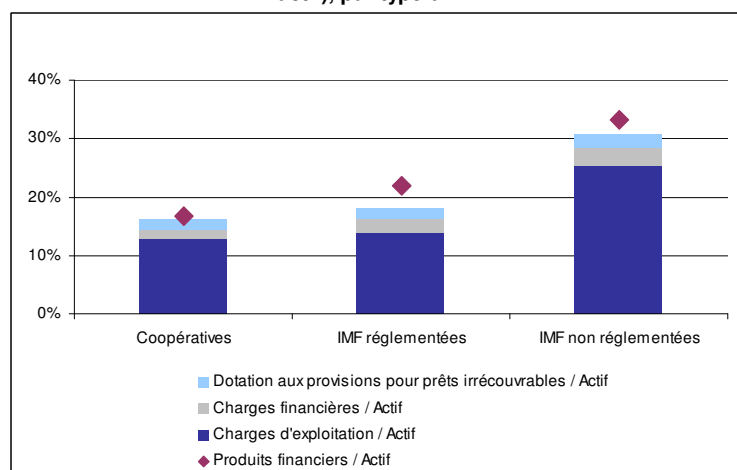
Le détail des charges et des produits dessine un portrait intéressant. Bien que les **IMF africaines non réglementées génèrent les produits financiers les plus élevés, leurs charges totales sont également les plus élevées** par rapport aux autres types d'IMF ; leurs charges d'exploitation représentent 25 % de l'actif (graphique 9). Les coopératives, en revanche, font état du plus faible ratio de produits financiers sur total de l'actif, mais juste assez pour couvrir le total des charges. La distribution des actifs varie par type d'IMF, ce qui affecte naturellement la rentabilité. L'encours brut de prêts représente plus de 70 % de l'actif pour les IMF non réglementées alors qu'il est de 55 % pour les coopératives et de 45 % pour les IMF réglementées.

Les tendances de 2001 à 2003 indiquent qu'en moyenne les 86 IMF ayant fourni des données pluriannuelles ont maintenu leur niveau de rentabilité, mesuré par le rendement de l'actif. Le petit échantillon des IMF non réglementées a connu la plus forte amélioration tandis que les coopératives et les IMF réglementées n'ont fait que maintenir leur niveau de rentabilité (graphique C-4 à l'Annexe C).

Graphique 8 : Charges et produits/total de l'actif (pondéré par actif), par région



Graphique 9 : Charges et produits/total de l'actif (pondérés par actif), par type d'IMF



¹⁴ Le classement relatif par type d'IMF est identique si l'on utilise comme indicateur l'auto-suffisance opérationnelle.

Efficiences et productivité

Efficiences

Une institution efficiente est une institution qui minimise les coûts de prestation des services. On peut calculer l'efficiences d'une IMF de plusieurs manières; cette étude analyse les coûts par emprunteur et les coûts par épargnant comme indicateurs d'efficiences.

Le coût moyen par emprunteur des IMF africaines déclarantes est de 72 USD, ce qui est plus élevé que les IMF des autres régions du monde. Le graphique 10 illustre le fait que, **bien que les coûts par emprunteur soient les plus élevés pour les IMF africaines, les coûts par épargnant sont parmi les plus faibles** à seulement 8 % du PNB par habitant.

Dans la région, les IMF d'Afrique de l'Est sont très efficaces en termes absolus car elles ne dépensent que 58 USD par emprunteur (tableau 10). En revanche, les IMF de la région de l'Océan Indien dépensent le plus, avec plus de 240 USD (soit 83 % du PNB par habitant) pour maintenir chaque client de prêt, soit plus de la moitié du montant moyen de prêt de 468 USD (161 % du PNB par habitant).

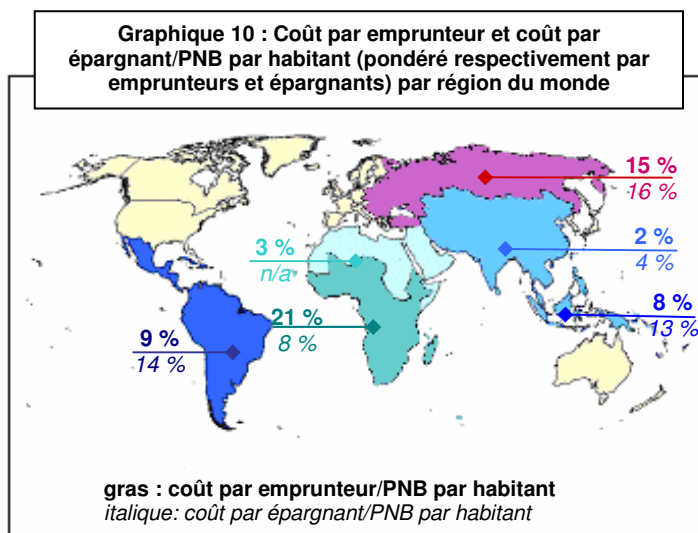


Tableau 10 : Coût par emprunteur et coût par épargnant (pondéré par portée et encours brut de prêts) par région

Indicateur	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Océan Indien	Afrique australe	Afrique de l'Ouest	Moyenne
Coût par emprunteur (USD)	84	58	240	83	77	72
Coût par emprunteur/PNB par habitant	17 %	24 %	83 %	14 %	19 %	21 %
Coût par épargnant (USD)	29	27*	50	56	21	29
Coût par épargnant/PNB par habitant	6 %	13 %*	17 %	7 %	5 %	8,1 %

* Les chiffres des IMF d'Afrique de l'Est (pondérés par épargnants) n'incluent pas les données de KPOSB en raison de sa taille et de l'effet de distorsion.

Parmi les types d'IMF, les coopératives apparaissent comme les moins efficaces au service de leurs emprunteurs; toutefois il ne leur coûte que le cinquième lorsque l'on considère le coût par épargnant volontaire (tableau 11). **Les IMF réglementées parviennent à une meilleure efficacité en minimisant tant les coûts par emprunteur que les coûts par épargnant.**

Tableau 11 : Coût par emprunteur et coût par épargnant (pondéré par portée et encours brut de prêts) par type d'IMF

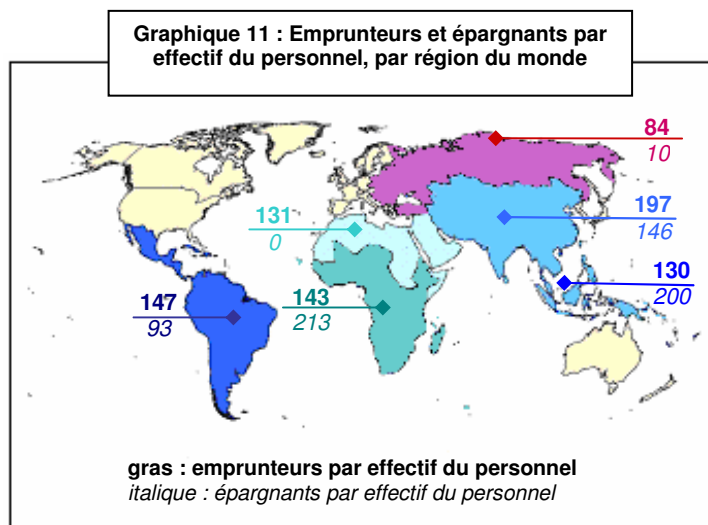
Indicateur	Coopératives	Réglementées	Non réglementées	Moyenne
Coût par emprunteur (USD)	105	62	66	72
Coût par emprunteur/PNB par habitant	27 %	18 %	26 %	21 %
Coût par épargnant (USD)	21	36*	45	29
Coût par épargnant/PNB par habitant	5 %	11 %*	13 %	8,1 %

* Les chiffres des IMF réglementées (pondérés par épargnants) n'incluent pas les données de KPOSB en raison de sa taille et de l'effet de distorsion

Productivité

Souvent mesurée en termes d'emprunteur par effectif du personnel, la *productivité* est combinée à l'étendue de la portée et l'efficacité. Les IMF productives maximisent leurs services avec un niveau minimum de ressources, tant en matière de personnel que de fonds. Étant donné que les IMF africaines atteignent beaucoup plus d'épargnants que d'emprunteurs, la présente analyse comporte également des mesures de productivité en termes d'épargnants. Toutefois, la productivité est difficile à comparer au niveau des produits. D'un côté, le service apporté à un client pour un prêt peut être plus coûteux et plus exigeant en main d'œuvre que le service apporté à un épargnant, car cela implique une série d'entrevues et de visites sur place avant que le crédit ne puisse être accordé ; d'un autre côté, la collecte des dépôts comporte des charges telles que les caissiers, la sécurité et la gestion de trésorerie.

Comme l'illustre le graphique 11, **les IMF africaines sont parmi les plus productives** en termes d'emprunteurs (143) et d'épargnants (213) par effectif du personnel si on les compare aux moyennes mondiales (139 emprunteurs et 149 épargnants). Pourquoi les IMF africaines sont-elles plus productives qu'un grand nombre d'IMF dans le monde ? Peu d'informations sont disponibles sur les méthodologies et les descriptions de produits des IMF africaines qui ont fourni des données pour la présente étude. Le *MicroBanking Bulletin* 11 indique toutefois que plus de 85 % des IMF africaines de cette étude offrent des prêts de groupe par le biais de groupes solidaires ou de caisses villageoises. Ces méthodologies de crédit impliquent une économie d'échelle grâce aux opérations de groupe et un nombre plus important de clients par membre du personnel.



Les informations de tendance indiquent qu'entre 2001 et 2003 la productivité s'est accrue : le personnel a atteint 29 % plus d'emprunteurs et 24 % plus d'épargnants en 2003 qu'en 2001.

Comme indiqué sur le tableau 12, la productivité varie selon les régions. Les IMF d'Afrique de l'Ouest sont les plus productives en termes d'emprunteurs par effectif du personnel (177) et d'épargnants par effectif du personnel (300). Les 20 IMF les plus productives apparaissent sur les tableaux C-2 et C-3 respectivement, par nombre d'emprunteurs et d'épargnants par effectif du personnel.

Tableau 12 : Emprunteurs et épargnants par effectif du personnel des IMF africaines, par région

Indicateur	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Océan Indien	Afrique australe	Afrique de l'Ouest	Moyenne
Emprunteurs par effectif du personnel	85	132	29	150	177	143
Épargnants par effectif du personnel	168	204	154	72	300	213

Par type d'IMF, les coopératives centrées sur l'épargne sont les plus productives en termes de nombre d'épargnants par effectif du personnel mais elles assurent le service d'un moindre nombre de clients de prêts par effectif du personnel que d'autres types d'IMF (tableau 13). Les IMF réglementées sont globalement les plus productives, leur personnel assurant le service d'un plus grand nombre d'emprunteurs et d'épargnants.

Tableau 13 : Emprunteurs et épargnants par effectif du personnel, par type d'IMF

Indicateur	Coopératives	Réglementées	Non réglementées	Moyenne
Emprunteurs par effectif du personnel	99	177	141	143
Épargnants par effectif du personnel	307	202	95	213

Qualité du portefeuille

Le portefeuille de prêts est l'actif le plus important d'une IMF. La qualité du portefeuille reflète le risque de défaut de paiement sur les prêts et détermine les produits futurs et donc la capacité d'une institution à accroître sa portée et à être au service de ses clients existants. Pour la présente étude, la *qualité du portefeuille* est mesurée en tant que portefeuille à risque de plus de 30 jours (PAR > 30 jours).

Les IMF de par le monde continuent à faire état d'un PAR > 30 jours bas, avec une moyenne mondiale de 5,2 % (graphique 12). **Les IMF africaines maintiennent une qualité relativement élevée du portefeuille**, avec un PAR > 30 jours moyen de 4,0 % et gèrent mieux leur portefeuille que leurs homologues d'Asie du Sud (5,1 %), d'ALC (5,6 %) et d'Asie de l'Est (5,9 %). Lorsque des IMF sont confrontées à une médiocre qualité du portefeuille, elles peuvent radier les prêts de leurs comptes ou refinancer les prêts en étendant la durée, en modifiant l'échéancier ou les deux. Étant donné que les informations sur les radiations de prêts et sur le recours au refinancement et au rééchelonnement sont limitées, il est difficile d'analyser de façon détaillée la qualité du portefeuille.

La qualité du portefeuille en Afrique varie quelque peu par région (Tableau 14). **Les IMF d'Afrique de l'Ouest ont le plus faible PAR > 30 jours (3,2 %)** ; toutefois, lorsque l'on inclut Teba Bank dans la moyenne pondérée d'Afrique australe, le PAR > 30 jours pour les IMF de la région d'Afrique australe tombe à 0,6 %.

Graphique 12 : PAR mondial > 30 jours (pondéré par encours brut de prêts), par région

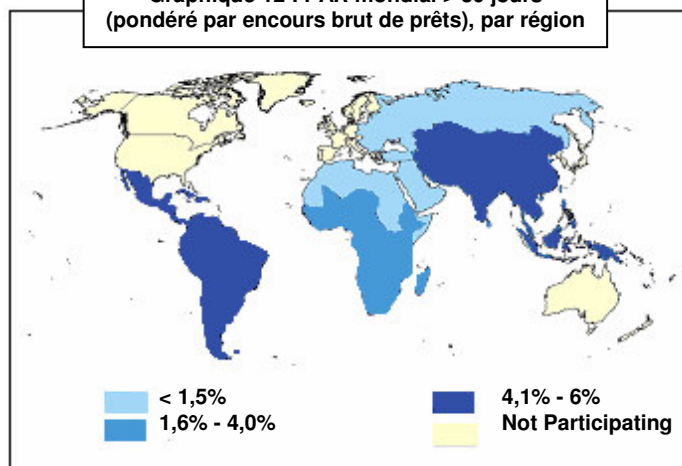


Tableau 14 : Portefeuille à risque (pondéré par encours brut de prêts) par région

Indicateur	Afrique centrale	Afrique de l'Est	Océan Indien	Afrique australe	Afrique de l'Ouest	Moyenne
Moyenne du PAR > 30 j	4,1 %	4,8 %	11,6 %	3,9 %*	3,2 %	4,0 %

* Ce chiffre n'inclut pas Teba Bank en raison de sa taille et de l'effet de distorsion

Par type d'IMF, les IMF réglementées (sans Teba Bank) affichent la plus faible qualité de portefeuille avec un PAR > 30 jours de 4,3 %, tandis que les IMF non réglementées font état de la meilleure qualité de portefeuille avec un PAR > 30 jours de 3,4 % lorsqu'il est pondéré par l'encours brut de prêts (tableau 15).

Tableau 15 : Portefeuille à risque (pondéré par encours brut de prêts) par type d'IMF

Indicateur	Coopératives	Réglementées	Non réglementées	Moyenne
Moyenne du PAR > 30 j	3,9 %	4,3 %	3,4 %	4,0 %

Conclusion

Les IMF africaines font preuve de dynamisme et affichent une bonne performance par rapport à leurs homologues d'autres régions du monde. En effet, les IMF africaines sont en tête au plan mondial en matière de mobilisation de l'épargne, tant en ce qui concerne le nombre de clients servis que le volume absolu de l'épargne en dépôt. Bien que les résultats de la présente étude indiquent que la performance financière globale des IMF africaines est inférieure à celle d'autres régions du monde, un nombre croissant d'IMF - notamment les IMF réglementées et coopératives - sont rentables. En outre, un grand nombre de modèles institutionnels prospèrent en Afrique et cette diversité permet d'offrir de bons choix de services aux clients.

Néanmoins, les IMF africaines doivent encore relever plusieurs défis. Un grand nombre d'IMF travaillent en zone rurale, où la faible densité de population et une infrastructure insuffisante entraînent des charges d'exploitation élevées. Les institutions continuent à rechercher les moyens d'accroître leur efficacité par le biais de meilleurs moyens de communication, de produits de prêts améliorés, de nouvelles technologies ou d'une combinaison de ces améliorations. Les IMF non réglementées atteignent les clients plus pauvres mais elles présentent des coûts plus élevés et un volume d'opérations plus faible ; ces institutions vont devoir croître, se transformer ou fusionner avec d'autres institutions pour parvenir à un niveau d'efficacité qui puisse garantir la pérennité de leurs opérations. Les coopératives sont en tête en termes de mobilisation de l'épargne, même si, en moyenne, elles ne prêtent pas autant que d'autres types d'IMF. Compte tenu de leurs frais de fonctionnement plus faibles, les coopératives sont en bonne position pour améliorer leur performance financière et rester compétitives. Cependant, les banques commerciales entrent sur le marché et la concurrence augmente dans de nombreux pays, notamment en Afrique du Sud, au Bénin, au Cameroun, au Ghana, au Kenya, à Madagascar, au Mali, en Ouganda et au Sénégal. Les IMF vont devoir innover et offrir des services de haute qualité pour retenir leurs clients et rester compétitives sur leur marché local de services financiers.

Les 163 IMF africaines qui ont généreusement communiqué des données pour la présente étude comprennent l'importance et les avantages de la transparence financière. L'analyse d'informations fiables permet aux institutions d'identifier leurs points forts et leurs points faibles, d'atténuer les risques, d'établir des cibles de performance valables et d'accroître la probabilité d'attirer des investissements extérieurs. Les spécialistes, les investisseurs et les bailleurs de fonds devraient encourager d'autres IMF africaines à suivre l'exemple de ces institutions pour aider à améliorer la compréhension et l'avancement du secteur de la microfinance en Afrique.

Remerciements

Margot Brandenburg, ancienne analyste auprès du Microfinance Information eXchange (MIX), a conçu la démarche pour la collecte des données qui a permis à cette étude d'avoir une portée et une couverture vastes.

Plusieurs consultants et réseaux de microfinance ont apporté un soutien crucial en matière de collecte des données auprès des institutions de microfinance africaines : Marielle Zeidler, Polycarpe Ngaleu, Boubacar Diallo, Betty Sabana, Rock Ickonga, Aquadev, Vulindlela, Cabinet REMIX, MEL Consulting Ltd., Arc Ingénierie, Association of Ethiopian Microfinance Institutions (AEMFI), Consortium Alafia, Association of Microfinance Institutions of Uganda (AMFIU), l'Association Professionnelle des Institutions Financières Mutualistes de Madagascar (APIFM) et Ghana Microfinance Institutions Network (GHAMFIN). Blaine Stephens et Isabelle Barrès du MIX ont apporté des commentaires utiles pour améliorer le document.

Les auteurs tiennent tout particulièrement à remercier les IMF africaines qui ont fourni des données pour cette étude afin que le reste du secteur puisse apprendre de leur expérience.

Annexe A : Liste et définition des indicateurs

Indicateur	Définition
PORTÉE	
Emprunteurs	Nombre d'emprunteurs actifs ayant un prêt en cours
Encours brut de prêts	Encours brut de prêts, non ajusté
Pourcentage d'emprunteurs femmes	Nombre d'emprunteurs femmes/nombre d'emprunteurs
Solde moyen de prêt par emprunteur	Encours brut de prêts/nombre d'emprunteurs
Solde moyen de prêt par emprunteur/PNB par habitant	Solde moyen de prêt par emprunteur/PNB par habitant
Épargnants	Nombre d'épargnants avec livret de banque et compte de dépôt à terme
Épargne	Valeur totale des livrets de banque et des comptes de dépôt à terme
Solde moyen de prêt par épargnant	Épargne/Nombre d'épargnants
STRUCTURE FINANCIÈRE	
Ratio épargne/dettes	Total de l'épargne/total des dettes
Ratio capital/actif	Total des fonds propres/total de l'actif
PERFORMANCE FINANCIÈRE	
Rendement de l'actif (ROA)	Résultat opérationnel net, après impôts/total moyen de l'actif
Rendement des fonds propres (ROE)	Résultat opérationnel net, après impôts/total moyen des fonds propres
Auto-suffisance opérationnelle (OSS)	Produits financiers/(charges financières + charge nette de provision pour prêts irrécouvrables + charges d'exploitation)
Ratio de produits financiers	Produits financiers/total moyen de l'actif
EFFICIENCE ET PRODUCTIVITÉ	
Charges d'exploitation/encours brut de prêts	Charges d'exploitation/encours moyen de prêts
Coût par emprunteur	Charges d'exploitation/nombre moyen d'emprunteurs
Coût par emprunteur/PNB par habitant	Coût par emprunteur/PNB par habitant
Coût par épargnant	Charges d'exploitation/nombre moyen d'épargnants
Coût par épargnant/PNB par habitant	Coût par épargnant/PNB par habitant
Emprunteurs par effectif du personnel	Nombre d'emprunteurs/effectif du personnel
Épargnants par effectif du personnel	Nombre d'épargnants/effectif du personnel
QUALITÉ DU PORTEFEUILLE	
PAR > 30 jours	Solde moyen, prêts >30 jours d'arriérés/encours brut de prêts

Annexe B : Liste des IMF africaines participantes

Au total, 163 IMF de 25 pays d'Afrique subsaharienne ont fourni des données pour la présente étude. Le tableau qui suit donne l'acronyme et le nom complet de chaque IMF, regroupées par pays. Les IMF marquées d'un astérisque (*) ont été incluses dans l'analyse des tendances (2001 à 2003).

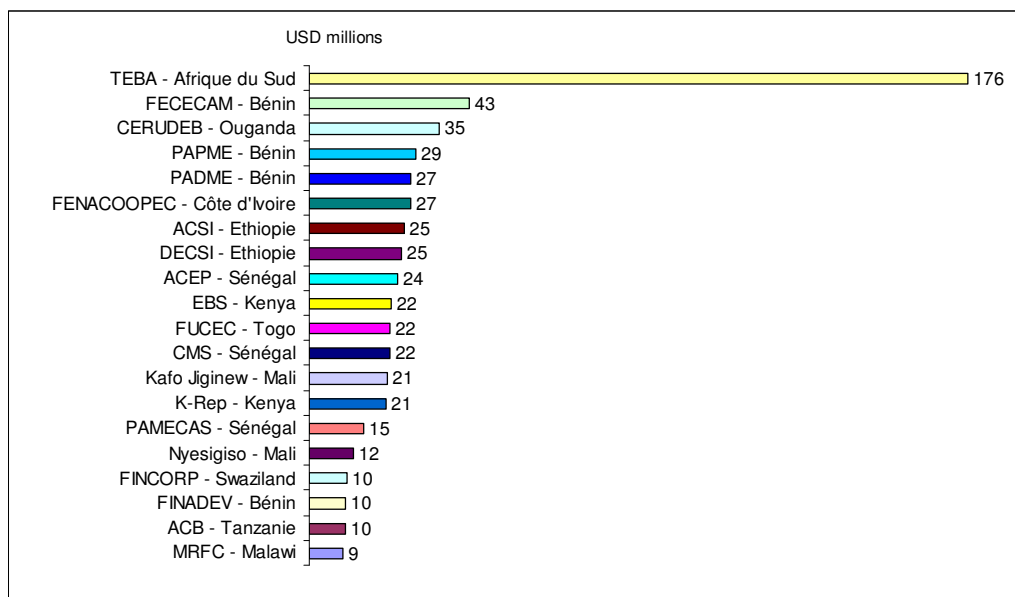
Acronyme	Nom complet
BÉNIN (15 IMF)	
2CM	Cercle Communautaire Mieux
APRETECTRA	Association des Personnes Rénovatrices des Technologies Traditionnelles
ASSOPIIL	Association pour la Promotion des Initiatives Locales
C2000	Convergence 2000
CBDIBA	Centre Béninois pour le Développement des Initiatives à la Base
CERIDAA*	Centre de Recherche des Initiatives pour le Développement Agricole et Artisanal
CMMB*	Caisse du Mouvement Mutualiste Béninois
CODES	Caisses Codes
FECECAM*	Fédération des Caisses d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuel
FINADEV	FINADEV SA
IAMD	Institut Africain d'Application des Méthodes de Développement
MDB*	Mutuelle pour le Développement à la Base
PADME*	Association pour la Promotion et l'Appui au Développement de MicroEntreprises
PAPME*	Agence pour la Promotion et l'Appui aux Petites et Moyennes Entreprises
VF*	Vital Finance
CAMEROUN (8 IMF)	
ACEP—CM*	Agence de Coopération et d'Assistance à l'Entreprise Privée—Cameroun
CCA*	Crédit Communautaire d'Afrique
CDS*	Crédit du Sahel
GECEVIC*	Générale de Coopérative pour l'Épargne et le Financement au Cameroun
MC2*	Mutuelles communautaires de croissance
MIFED*	Microfinance et Développement
MUFFA*	Mutuelle Financière des Femmes Africaines
SOS Women*	
CONGO (3 IMF)	
CAPPED*	Caisse de Participation à la Promotion des Entreprises et à leur Développement
FAM*	Fonds d'Actions Mutuelles
Pharma-crédit*	
RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO (6 IMF)	
CEC/RFMC	Club d'Épargne et Crédit du Regroupement des Femmes Mennonites du Congo
COOPEC CAMEC MN*	COOPEC Caisse d'Action Mutuelle d'Épargne et Crédit Mbanza Ngunzu
IDECE	IDECE Microfinance
MEC Bosangani	Mutuelle d'Épargne et de Crédit Bosangani
NORKA	NORKA Microfinance
Shalupe	Fondation Shalupe
COTE D'IVOIRE (6 IMF)	
CEP-CECREV	Compte d'Épargne et de Prêt Rural—Compte d'Épargne et de Crédit Urbain
FENACOOPEC	Fédération Nationale des Coopératives d'Épargne et de Crédit de Côte d'Ivoire
MUCREFAB	Mutuelle de Crédit et d'Épargne des Femmes d'Aboisso et Bonoua
MUCREFBO	Mutuelle de Crédit et d'Épargne des Femmes de la Région de Bouaflé
MUDEC	Mutuelle d'Épargne et de Crédits
RCMEC*	Réseau des Caisses Mutuelles d'Épargne et de Crédit
ÉTHIOPIE (15 IMF)	
ACSI*	Amhara Credit and Savings Institution
AVFS*	Africa Village Financial Services
BG*	Buusa Gonofa
DECSI	Dedebit Credit and Savings Institution
Eshet*	
Gasha*	
Meklit	
Metemamen	
OCSSC*	Oromia Credit and Saving Share Company
OMO	
PEACE*	Poverty Eradication & Community Empowerment
SFPI*	Specialized Financial and Promotional Institution
Sidama*	
Wasasa*	
Wisdom*	

GHANA (17 IMF)	
Adansi RB	Adansi Rural Bank
Ahantaman RB	Ahantaman Rural Bank
Akuapem RB	Akuapem Rural Bank
Atwima Kwanwoma	
Bessfa RB	Bessfa Rural Bank
CARD	Center for Agricultural and Rural Development
Cedi Foundation	
CRAN*	Christian Rural Aid Network
Enowid Foundation	
First Allied S&L	First Allied Savings & Loans
KSF*	Kraban Support Foundation
Lower Pra RB	Lower Pra Rural Bank
Maata-N-Tudu Association	
Mepe Area RB	Mepe Area Rural Bank
Midland S&L	Midland Savings & Loans
Sikaman S&L	Sikaman Savings & Loans
Sinapi Aba Trust	
GUINÉE (1 IMF)	
CRG*	Crédit Rural de Guinée
KENYA (8 IMF)	
EBS *	Equity Building Society
Faulu—KEN*	Faulu—Kenya
KADET	Kenya Agency to Development of Enterprise and Technology
KPOSB	Kenya Post Office Savings Bank
K-Rep*	
SMEP*	Small and Micro Enterprise Project
Sunlink*	
WEEC*	Women Economic Empowerment Consort
MADAGASCAR (9 IMF)	
ADEFI*	Action pour le Développement et le Financement des Micro-Entreprises
Otiv Alaotra*	
Otiv Diana*	
Otiv Sambava*	
Otiv Tana*	
Otiv Toamasina*	
SIPEM*	Société d'Investissement pour la Promotion des Entreprises à Madagascar
TIAVO*	Mutuelles Tahiry Ifamonjena Amin'ny VOla
UNICECAM*	Union Interrégionale des Caisses d'Epargne et de Crédit Agricoles Mutuels
MALAWI (7 IMF)	
ECLOF—Malawi	Ecumenical Church Loan Fund Malawi
FINCA—Malawi	Foundation for International Community Assistance—Malawi
FITSE	Finance Trust for the Self Employed
MRFC	Malawi Rural Finance Company Limited
MUSCCO	Malawi Union of Savings and Credit Cooperatives
OIBM	Opportunity International Bank of Malawi
PRIDE—Malawi	Promotion of Rural Initiatives and Development Enterprises—Malawi
MALI (6 IMF)	
Kafo Jiginew*	
Kondo Jigima*	
Miselini	
Nyesigiso*	
Soro Yiriwaso*	
Piyeli	Association Piyeli
MOZAMBIQUE (5 IMF)	
SOCREMO*	SOCREMO—Banco de Microfinanças de Moçambique
CCCP	Caixa Comunitária de Crédito e Poupança
GGLS	Group-Guaranteed Lending and Savings Save the Children
Hluvuku	Hluvuku-Adsema Fundo de Credito Male yeru
Tchuma	Tchuma Cooperativa de Crédito e Poupança
NAMIBIE (1 IMF)	
Koshi Yomuti	Koshi Yomuti/Ohangwena Pilot Project
NIGERIA (2 IMF)	
LAPO*	Lift Above Poverty Organisation
SEAP*	Self-Reliance Economic Advancement Programme
RWANDA (1 IMF)	
Urwego*	

SÉNÉGAL (14 IMF)	
ACEP*	Alliance de Crédit et d'Épargne pour la Production
CAPEC Dahra*	Caisse Populaire d'Épargne et de Crédit de Dahra
CMS	Crédit Mutuel du Sénégal
GEC Grand Dakar	Groupement d'Épargne et de Crédit de Grand Dakar
GEC Parcelles	Groupement d'Épargne et de Crédit des Parcelles Assainies
IMCEC—Dakar	Institution Mutualiste Communautaire d'Épargne et de Crédit—Dakar
IMCEC—Thies	Institution Mutualiste Communautaire d'Épargne et de Crédit—Thies
MEC ADEFAP	Mutuelle d'Épargne et de Crédit de l'Association pour le Développement des Femmes Avicultrices de Pikine
MEC Ouakam	Mutuelle d'Épargne et de Crédit de Ouakam
MECBAS*	Mutuelle d'Épargne et de Crédit du Bassin Arachidier et de la Zone Sylvopastorale
MECZOP*	Mutuelle d'Épargne et de Crédit de la Zone de Potou
PAMECAS*	Programme d'Appui aux Mutuelles d'Épargne et de Crédit au Sénégal
REMECU	Réseau des Mutuelles d'Épargne et de Crédit de l'UNACOIS
UGF PAME	Union des Groupement Féminins de Programme d'Appui aux Microentreprises
SIERRA LEONE (1 IMF)	
Finance Salone	
AFRIQUE DU SUD (9 IMF)	
Beehive EDC*	Beehive Entrepreneurial Development Center
Ekukhanyeni*	Ekukhanyeni Finance Facility
Kagisano	Kagisano Financial Enterprises
Nations Trust	The Nations Trust Youth Enterprise Finance
SEF—ZAF*	Small Enterprise Foundation—South Africa
Siyakhula	Siyakhula Micro Business Finance
TEBA*	Teba Bank
Tiisha	Tiisha Finance Enterprise
Tlholo	Tlholo Entrepreneur Support Center
SWAZILAND (1 IMF)	
FINCORP	Finance Development Corporation
TANZANIE (4 IMF)	
Akiba	Akiba Commercial Bank
FINCA—TZA*	Foundation for International Community Assistance—Tanzania
PTF*	Presidential Trust Fund
SEF—TZA*	Small Enterprise Foundation—Tanzania
TOGO (4 IMF)	
CAPAB	Centre d'Autofinancement pour la Promotion des Affaires à la Base
FUCEC Togo*	Faitière des Unités Coopératives d'Épargne et de Crédit du Togo
MICROFUND*	
WAGES*	Women and Associations for Gain Both Economic and Social
OUGANDA (15 IMF)	
CERUDEB*	Centenary Rural Development Bank Ltd.
CMF*	Commercial Microfinance Limited
Faulu—UGA*	Faulu—Uganda
FINCA—UGA*	Foundation for International Community Assistance—Uganda
FOCCAS*	Foundation for Credit and Community Assistance
ISSIA*	Initiative of Small Scale Industrialists Rural Savings & Credit Ltd.
KPSCA	Kyamuhunga Peoples' Savings & Credit Development Association Ltd.
KSCS*	Kiwafu Savings & Credit Cooperative Society Ltd.
KVT*	Kamukuzi Village Trust Ltd.
MFSC*	Muhame Financial Services Cooperative Ltd.
MMDCT	Masaka Microfinance Development Cooperative Trust Ltd.
RUSCA*	Rubaare Modern Rural Savings & Credit Development Association Ltd.
SCSCS	Shuuku Cooperative Savings & Credit Society Ltd.
UMU*	Uganda Microfinance Union
UWFT*	Uganda Women's Finance Trust
ZAMBIE (3 IMF)	
MBT	MicroBankers Trust
PRIDE—Zambia	Promotion of Rural Initiatives and Development Enterprises—Zambia
PHL	Pulse Holdings Ltd
ZIMBABWE (2 IMF)	
CSFS	Collective Self Finance Scheme Pvt Ltd
Seawatch*	Seawatch

Annexe C : Indicateurs et résultats supplémentaires

Graphique C-1 : Vingt plus grandes IMF africaines par total de l'encours brut de prêts



Graphique C-2 : Vingt plus grandes IMF africaines par nombre d'épargnants

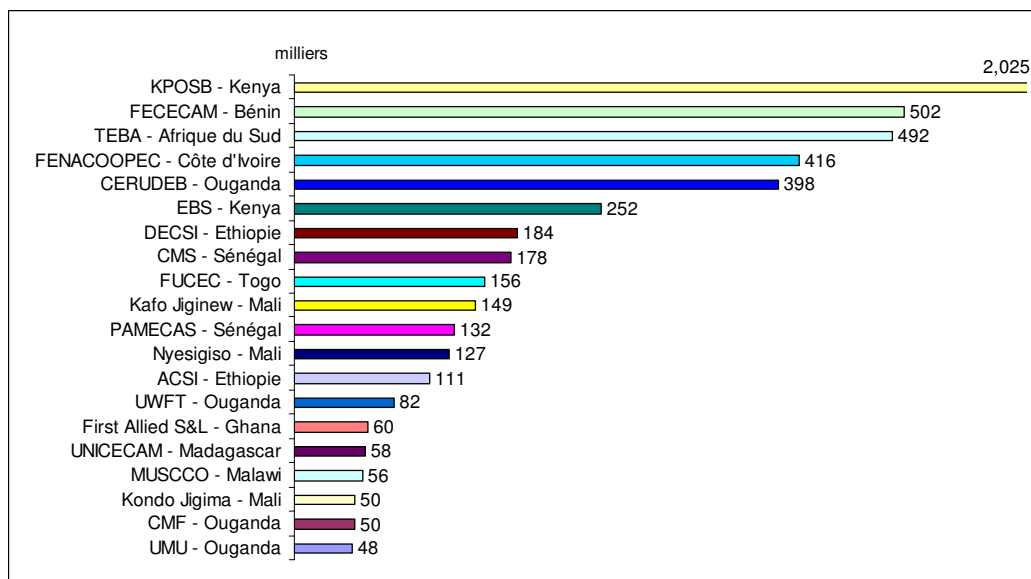
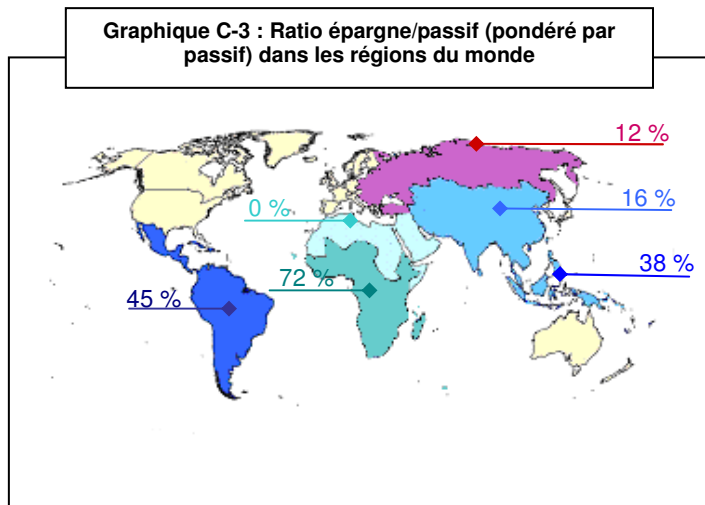


Tableau C-1 : Soldes moyens prêts et épargne (pondérés respectivement par emprunteurs et épargnants) dans les régions du monde

Indicateur	Afrique	Asie de l'Est & Pacifique	Europe de l'Est & Asie centrale	ALC	MOAN	Asie du Sud
Solde moyen de prêt par emprunteur (USD)	307	155	914	848	225	70
Solde moyen d'épargne par épargnant (USD)	137	100	351	1 040	n/a	19

MOAN = Moyen-Orient et Afrique du Nord.



Graphique C-4 : ROA des IMF africaines (pondéré par actif) par type d'IMF, 2001–2003

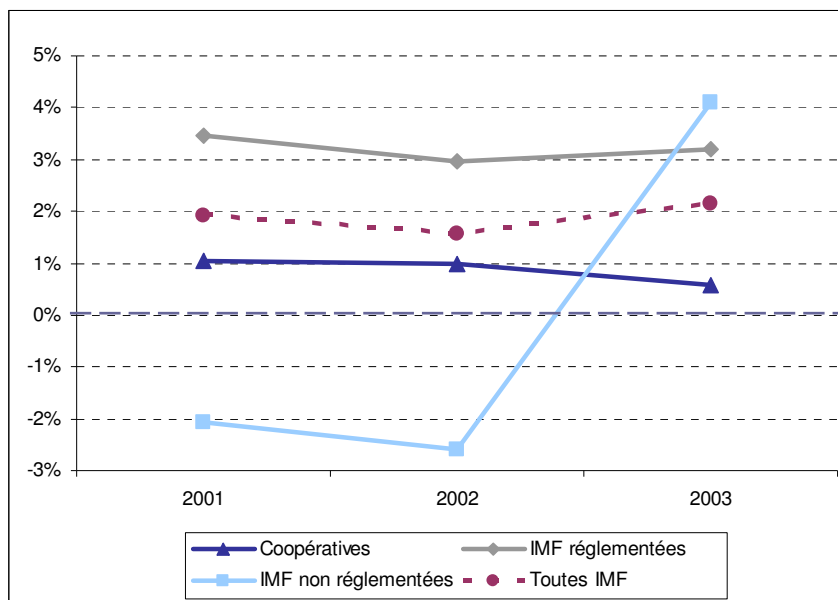


Tableau C-2 : Vingt IMF africaines les plus productives, par emprunteurs/ effectif du personnel

Nom	Pays	Emprunteurs/ Effectif du personnel
ASSOPIL	Bénin	1 120
WAGES	Togo	895
MRFC	Malawi	581
KSF	Ghana	543
CRG	Guinée	518
Kafo Jiginew	Mali	494
REMECU	Sénégal	483
Miselini	Mali	440
Bessfa RB	Ghana	411
MTA	Ghana	397
IAMD	Bénin	396
CCCP	Mozambique	394
DECSI	Éthiopie	336
MECZOP	Sénégal	316
MUSCCO	Malawi	285
PADME	Bénin	276
MUDEC	Côte d'Ivoire	270
FINADEV	Bénin	267
TEBA	Afrique du Sud	261
VF	Bénin	256

Tableau C-3 : Vingt IMF africaines les plus productives, par épargnants/effectif du personnel

Nom	Pays	Épargnants/ Effectif du personnel
KPOSB	Kenya	1 627
ASSOPIL	Bénin	1 335
MUDEC	Côte d'Ivoire	1 036
FENACOOPEC	Côte d'Ivoire	892
EBS	Kenya	827
TEBA	Afrique du Sud	815
FECECAM	Bénin	793
Kafo Jiginew	Mali	781
CMS	Sénégal	716
REMECU	Sénégal	694
PAMECAS	Sénégal	688
Akuapem RB	Ghana	637
Kondo Jigima	Mali	621
CERUDEB	Ouganda	621
MIFED	Cameroun	581
GEC Grand Dakar	Sénégal	576
MBT	Zambie	568
Lower Pra RB	Ghana	546
CMF	Ouganda	517
Ahantaman RB	Ghana	485

Notes

Le Microfinance Information eXchange (MIX) est une organisation à but non lucratif dont la mission est d'aider à la création d'une infrastructure de marché en offrant des services de sources de données, des benchmarks, des outils de suivi de performance et des services d'informations spécialisés. Le MIX émane d'un partenariat entre CGAP, Citigroup Foundation, Deutsche Bank Americas Foundation, Open Society Institute, Rockdale Foundation et d'autres.

Le MIX Market est la plate-forme Internet globale qui permet l'échange d'informations entre les différents acteurs de la microfinance (IMF, bailleurs de fonds, investisseurs et prestataires de services). L'accès gratuit à ces services de dissémination d'informations (financières et de portée) offre une visibilité accrue aux IMF qui s'engagent à être les plus transparentes ainsi qu'une source d'information fiable sur les opportunités d'investissements en microfinance.

Pour plus d'informations sur le MIX et le MIX Market, veuillez consulter notre site web: www.mixmarket.org ou nous contacter au :

1901 Pennsylvania Avenue NW
Suite 307
Washington DC 20006
Tel: (202) 659 9094
Fax: (202) 659 9095
Email : info@themix.org

